

## Beispiel Differdingen

Nic Eickmann

Nach einem ersten Zusammentreffen, im Jahre 1997, mit Vertretern von „Objectif Plein Emploi“ (OPE) waren auch die Verantwortlichen der Gemeinde Differdingen überzeugt, dass es von Vorteil sei, ein „Centre d'initiative et de gestion local“ (CIGL) zu schaffen, um jugendliche Arbeitslose beschäftigen zu können.

Ab 1998 begannen dann die Aktivitäten des CIGL und eine erste Realisierung war die Neugestaltung des Park Grouwen. Hier entstand eine Parkanlage, welche seitdem rege von der Bevölkerung als Ausflugsziel benutzt wird und auch Platz bietet für andere Freizeitgestaltung. In den folgenden Monaten und Jahren wurde ein Nachbarschaftsdienst „Jonk hëllef stänneg“ geschaffen, welcher älteren Personen und Hilfsbedürftigen bei kleineren Arbeiten in und ums Haus helfen soll. Bis heute wurde dieser Dienst für fast 18.000 Stunden von über 4.000 Personen in Anspruch genommen.

### Umwelteam

Es entstand des Weiteren ein Umwelteam, welches das ganze Jahr über zusammen mit dem technischen Dienst arbeitet und im Schnitt acht jugendliche Arbeitslose beschäftigt. Dieses Team war auch bei der Neugestaltung des Park Grouwen tätig, wo ebenfalls ein Grillplatz eingerichtet wurde.



Weitere Aktivitäten waren die Gestaltung eines Spielplatzes im Stadtzentrum, zwischen der Fußgängerzone und dem Marktplatz, die Renovierung des Niederkorn „Wäschbour“, das Anlegen eines Weges zwischen der Grundschule und der Kindertagesstätte in Oberkorn, die Neugestaltung des Parks „Roude Léiw“ und die Konstruktion einer Bank um einen Baum im Pausenhof der Prince-Henri-Schule in Oberkorn. In Niederkorn wurde ein Unterstand an der Tagesstätte errichtet, und die drei Grünflächen in der Cité de la Chiers wurden neu gestaltet.

In Differdingen selbst wurde die Maison Mark renoviert und ein Kinderhort wurde hier eingerichtet. Für die Schulkinder wurde in der „Kondel“ ein kleiner Garten angelegt. Des Weiteren bietet das CIGL auch Unterstützung bei der Schaffung von Kunstobjekten und deren Unterhalt im Rahmen des Projektes „Sentiers rouges“ an. Dann wurde noch der Radweg vom Thillenberg zum Stadtzentrum verlängert und – nicht zu vergessen – die vor kurzem erfolgte Einrichtung der Internetstube in der Großstraße. Auch diese Einrichtung war ein voller Erfolg, konnte sie doch in ganz kurzer Zeit über 200 Kunden zählen.

Halten wir noch fest: In den vergangenen zehn Jahren konnten im Differdinger CIGL 114 jugendliche Arbeitslose beschäftigt werden und über 20.000 Weiterbildungsstunden wurden ihnen angeboten.

L'Economie solidaire est contributrice de cohésion sociale

# Elle doit pénétrer tous les secteurs

„L'économie solidaire a progressé partout: elle a gagné en lisibilité et en visibilité“, déclarait Jean-Philippe Magnen (élu à la Ville de Nantes) dans une réunion organisée à Paris le 12 janvier dernier dans le cadre du projet européen Social Polis, juste avant une session de l'Université populaire du CNAM le lendemain.

„L'objectif maintenant, est de changer d'échelle: sortir de la logique de l'insertion dans laquelle on la cantonne injustement. L'économie solidaire est une démarche qui peut pénétrer tous les secteurs à commencer par des secteurs clés aujourd'hui comme les transports, l'environnement ou l'énergie“.

Eric Lavillunière (INEES) sur-enchérait en soulignant qu'„en ces moments de crise financière, bancaire et économique, il est temps de remettre en question tous les systèmes socio-économiques qui ont fondés nos sociétés modernes. Nous resterons en marge tant que la cohésion sociale restera subordonnée au développement économique et ne sera conçue qu'en termes de redistribution. L'économie solidaire n'est pas une économie qui coûte, elle produit de la richesse profitable au plus grand nombre“.

Luigi Martignetti (Réseau européen des villes de l'Economie sociale) rappelait que „la cohésion sociale est une valeur sûre de consolidation de l'Union européenne: elle crée des valeurs communes pour entreprendre ensemble“.

Romain Bieber (Objectif Plein Emploi) appuyait ce propos pour dire que „dans ce contexte de crise, l'enjeu dépasse le simple combat sectoriel corporatiste. L'économie solidaire peut nous permettre de régénérer le débat public et surtout d'y impliquer les habitants, pour peu qu'on fasse l'effort en direction d'une éducation citoyenne“.

„Et qu'on nous laisse la possibilité d'exercer“, ajoutait Laurent Fraise (chercheur au Crida), „car notre liberté d'entreprendre dans une économie plurielle, est parfois mise à mal. On n'hésite pas à bafouer les critères de Maastricht pour sauver notre système financier, mais on ne touche pas à la sacro-sainte concurrence libre et non faussée“.

Devenir un interlocuteur crédible dans le débat public

## Vers l'économie de bien-être

Le dernier comité de pilotage européen de Lux'09, les 4<sup>es</sup> rencontres internationales de Globalisation de la Solidarité qui se dérouleront à Schifflange ainsi qu'à la Kulturfabrik du 22 au 25 avril, s'est tenu les 9 et 10 janvier derniers à St-Omer en marge de la dernière étape régionale des Pactes locaux (qui avaient fait étape au Luxembourg les 18 et 19 juin 2008).

La délégation européenne sera bien fournie et les réseaux sont en train de se mobiliser pour tenter de financer la venue de délégations du Sud qui n'ont pas les moyens de prendre en charge leur séjour au Luxembourg. L'équipe de Lux'09 tente toujours de trouver des fonds complémentaires, mais sans succès pour le moment.

Nous nous sommes également arrêtés longuement pour prépa-



De g. à d.: Ana Dubeux (Université Recife, Brésil), Claire Roumet (Plateforme européenne des ONG sociales), Thierry Brun (Hebdomadaire Politis) et Jean-Louis Laville (CNAM)

Il ouvrirait la session du lendemain en présentant les objectifs de Social Polis et les pistes de recherche pré-déterminées comme étant très importantes dans notre conception de la cohésion sociale urbaine (cf. encart ci-joint).

### Bonnes pratiques

De nombreux intervenants, de toute l'Europe, dont de nombreux élus français ont exposé leurs bonnes pratiques. Annie Berger (Caen) montrait comment dans son expérience les services sociaux d'intérêt général (notamment les services de proximité) précarisent les travailleurs lorsqu'ils sont confiés au secteur marchand.

Encore que Claire Roumet (Plateforme européenne des ONG du secteur social) indiquait que „du point de vue des usagers le marché répond parfois mieux que le secteur caritatif“. Ce qui, selon Jean-Louis Laville, nous renvoie bien à une nouvelle approche de la solidarité et donc de la cohésion sociale: „après la période de la solidarité organisée par les mouvements d'Eglise, puis l'organisation de la solidarité par l'Etat (welfare state), l'avenir se situe dans la capacité pour nos réseaux de construire une réponse citoyenne partagée et co-financée,

plutôt que dans le développement d'entreprises sociales sur le Marché“.

La conférence se terminait avec un propos de Philippe Chesnaux (Région Provence Alpes Côte d'Azur): „l'Economie solidaire

n'est pas un projet mais un moyen, un cheminement de transformation sociale vers une autre société“, avec plus d'éthique pour (re)placer les femmes et les hommes au cœur des préoccupations.

## Qu'est-ce que Social Polis?

Cet atelier Social Polis est une plateforme européenne ouverte pour le dialogue entre chercheurs et la communauté politique ainsi que les organisations de la société civile et tous réseaux ayant comme priorité la réflexion sur les villes et la cohésion sociale. Elle organise la co-construction des savoirs entre chercheurs, acteurs, élus et représentants de l'Union européenne sur les enjeux clés en matière de cohésion sociale urbaine ([www.socialpolis.eu](http://www.socialpolis.eu)). Notre groupe de travail a déterminé quatre pistes de travail prioritaire sous forme de questionnement:

- 1) Quelles sont les initiatives locales et dynamiques de l'ESS les plus emblématiques en milieu urbain? Quelles sont leurs caractéristiques et à quelles conditions sont-elles porteuses de changements?
- 2) Comme 3<sup>e</sup> pilier économique entre économie publique et économie privée, de quelle vision de la cohésion sociale est porteuse l'ESS?
- 3) Quelles sont les plus-values de l'ESS et son utilité sociale pour les habitants des villes? Comment évaluer l'impact de ces initiatives sur la cohésion sociale urbaine? A travers quels indicateurs de progrès sociétal?
- 4) Quel rôle de l'ESS dans la co-construction des politiques publiques urbaines à même de répondre aux enjeux de cohésion sociale dans les villes?

Actuellement, on est absent du débat international. C'est en partie de notre faute, mais pas seulement. Les initiatives sont là. On est sur la place publique. Mais nous ne sommes pas encore reconnus comme un interlocuteur crédible dans le débat public. Le devenir est notre ambition.



Le comité de pilotage de Lux'09 réuni à St-Omer